

Yves Mamou : “Il existe bel et bien une préférence des élites françaises pour l’islam”



Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 11 octobre 2018

Source [Le Salon Beige] Yves Mamou, ancien journaliste du Monde et ancien collaborateur au Canard Enchaîné, à Libération et à La Tribune, [vient de publier un ouvrage sur l’islamisme](#) en France. [Il répond au Figarovox](#).

Selon vous, l’immigration et l’islamisation auraient pour conséquence d’empêcher les Français de «faire nation»? Quel lien faites-vous entre la supposée émergence perturbatrice de l’islam et la supposée désagrégation de la nation française?

Le Grand Abandon est une tentative de reconstitution. J’ai essayé de savoir pourquoi et comment, à côté de la nation française, une nation islamique avait pu progressivement se constituer. Les déclarations fracassantes de Gérard Collomb, ex-ministre de l’Intérieur, au matin de sa passation de pouvoir à Edouard Philippe, Premier ministre, montrent que la juxtaposition de ces deux nations aujourd’hui en France engendre un risque d’affrontement. Nous sommes aujourd’hui «côte à côte» (sous-entendu musulmans et non-musulmans) a dit Gérard Collomb, mais rien ne garantit que demain nous ne serons pas «face à face». Cet avis de guerre civile en bonne et due forme a été proféré par l’homme qui, pendant un an et demi, Place Beauvau, a eu sous les yeux, au quotidien, tous les rapports de police et de gendarmerie.

Gérard Collomb est partie prenante de l’élite politique française. Il abandonne son poste en informant que la guerre civile est à nos portes. Une fuite qui à elle seule justifie mon titre «Le Grand Abandon». L’avertissement aurait eu plus de force s’il avait été proféré par un ministre en exercice (...)

En France, la nation islamique a été fabriquée de toutes pièces. Elle est le résultat d’une politique. Les élites françaises, c’est-à-dire les grands corps de l’État, les partis politiques, les experts, les magistrats, les médias, les élites culturelles... ont, pour de multiples raisons, plusieurs décennies durant – et encore aujourd’hui – encouragé et légitimé l’immigration musulmane.

Cette préférence des élites pour l’islam a produit un fossé abyssal entre la France d’en haut et la France d’en bas (...)

Peut-être, mais est-ce suffisant pour affirmer comme vous le faites que l’islamisme et l’immigrationnisme ont été voulus, théorisés, écrits et préparés à l’avance?

L’immigration a été voulue et organisée, mais l’islamisation de cette immigration n’était sans doute pas inscrite au menu (...)

La constance avec laquelle le Conseil d’État a aidé à la constitution d’une nation islamique en France est sidérante. Je liste dans mon livre tous les arrêts du Conseil d’État favorables à l’immigration musulmane, favorables au voile, favorables au burkini, favorables à la burqa, favorables aux familles polygames et j’en passe. Idem pour le Conseil constitutionnel qui trouve conforme à l’intérêt général de laisser les écoles salafistes proliférer ou de supprimer, au nom de la «solidarité», les peines qui frappaient autrefois les délinquants qui facilitaient l’immigration clandestine (...)

Tout ce que j'avance dans mon livre est sourcé. *Le Grand Abandon* est riche de plus de 700 notes et références. L'ordonnancement et la mise en relation de ces faits étayés et vérifiés entre eux mettent en lumière une évidence: il existe bel et bien une préférence des élites françaises pour l'islam (...)

«L'antiracisme politique qui sévit aujourd'hui n'a jamais eu pour but de combattre le racisme.» Que voulez-vous dire?

Je n'ai pas remarqué de mobilisation des organisations antiracistes contre le rappeur Nick Conrad qui a chanté le meurtre des Blancs et des enfants blancs dans les crèches. Ni contre les Indigènes de la République ou le syndicat SUD Éducation qui ont organisé des séminaires «racisés» fermés aux «Blancs», ni contre Médine qui rêve de crucifier les laïcards au Golgotha, ni contre Mmes Ernotte (France Télévisions) et Nyssen (ministère de la culture) qui souhaitaient voir moins de «Blancs» à la télévision.

En revanche, quand Éric Zemmour a affirmé que les immigrés étaient surreprésentés dans les prisons, ou quand Georges Bensoussan a tenté d'expliquer que l'antisémitisme sévissait dans une large frange de la population musulmane en France, les associations antiracistes se sont unies pour les traîner devant un tribunal. Au nom de la lutte antiraciste!

Ces quelques exemples permettent de situer la zone d'action de l'antiracisme: faire taire tout critique de la «diversité». La «diversité» n'est pas un slogan antiraciste un peu creux. Je démontre dans mon livre que la «diversité» est en réalité une politique. Et cette politique passe par les organisations antiracistes subventionnées par l'État, par l'école où l'apprentissage de l'arabe est proposé aujourd'hui dès le primaire, par une politique du ministère de la Culture qui subventionne la «diversité» au cinéma et au théâtre, par l'Afnor qui labellise les entreprises pour plus de «diversité», par le Conseil supérieur de l'audiovisuel qui, avec son Baromètre de la «diversité» rêve d'imposer des quasi quotas ethniques sur le petit écran, et par divers lobbys comme le Club XXI d'Hakim el Karoui ou l'association Coexister... (...)

Les services du Premier ministre diffusent actuellement des clips contre les violences sexistes. L'un de ces clips montre un «Blanc» qui agresse sexuellement une jeune fille d'origine maghrébine laquelle est défendue par une «Blanche» en couple avec un homme noir. Ce clip d'État d'une grande pureté idéologique assigne la violence sexuelle aux hommes Blancs et refuse d'évoquer celle qui peut aussi exister chez les «victimes» de couleur. J'affirme que cette victimisation forcenée des Français de couleur participe à la fabrication de la violence d'aujourd'hui (...)

Vous reprochez aux politiques, notamment de gauche («islamo-gauchistes») leur clientélisme, mais vous le reconnaissez vous-même en introduction, les musulmans deviennent une composante à part entière de la population: il faut bien que des politiques leur parlent à eux aussi?

La gauche clientéliste flatte le communautarisme islamique: baux emphytéotiques pour la construction de mosquées, heures de piscine réservées aux femmes, etc., cela dans le but de recueillir les voix des musulmans (...)

Vous critiquez beaucoup aussi l'Église. Mais n'est-elle pas dans son rôle lorsqu'elle exprime une compassion à l'égard des migrants? Faut-il toujours tout ramener à une vision politique?

(...) Quant à la compassion de l'Église pour les migrants musulmans, il est bon de rappeler que cette compassion est sélective. L'Église ne défend pas les Coptes quand ils sont massacrés en Égypte, elle proteste à peine contre l'authentique épuration ethnique qui frappe les chrétiens d'Orient, et elle n'a guère eu de mot charitable pour les Yazidis massacrés par l'État islamique. C'est cette sélectivité compassionnelle qui interroge. J'essaye de montrer dans mon livre que la charité affichée de l'Église envers les musulmans est aussi une politique (...)"